



ad honores

échanger partager servir

Renseignement...

« *Le renseignement est une information vérifiée et mise en perspective* » nous disait le vice-amiral Bertrand, commandant adjoint de la direction du renseignement militaire, à l'occasion de sa conférence, le 8 février dernier, sur la DRM.

Cette définition s'applique parfaitement à la pléthore d'informations circulant sur les réseaux sociaux, en particulier sur des événements d'envergure tels que ceux auxquels nous assistons en Europe. C'est de la responsabilité de chacun de s'assurer de la véracité de telle ou telle information diffusée sur le Net.

Avoir un renseignement de valeur, donc véridique et utile, est essentiel pour les responsables militaires et politiques. Grâce à cela, ils prennent les décisions permettant la conduite des opérations.

Quant à nous, réservistes citoyens, il nous incombe d'avoir l'information la plus précise possible sur l'esprit de défense : c'est ainsi que nous pourrons le faire rayonner autour de nous.

Votre nouveau bulletin alimente votre réflexion avec des informations de premier plan... Ce sont là d'excellents renseignements !

Le comité éditorial d'*Ad Honores* se joint à moi pour vous souhaiter une excellente lecture.

CDT (rc) Bruno de Laigue

Édito

L'invité

Credit photo : ministère des Armées



Vice-amiral Denis Bertrand
Directeur-adjoint
de la Direction du Renseignement Militaire

« *Merci, chers réservistes citoyens, pour le temps que vous consacrez à l'Institution militaire* »

Dossier, page 5



La Direction du
Renseignement
Militaire

DMD, page 15



Les atouts de la
délégation militaire
départementale du
Val-de-Marne

Directeur de publication : CDT **Christophe Cazorla**

Rédacteur en chef : **Bruno de Laigue**, CDT (rc).
Directeur administratif et financier, groupe BUSINESS PARTNERS.

Comité éditorial

Nathalie Berland, CDT (rc) depuis 2016.
Responsable coordination Russie, société NYCO

Alain Broquet, CDT (rc) depuis 2016. Ingénieur d'affaires, groupe DEMOS

Bernard Labauge, LCL (rc), depuis 2011. Ancien conseiller municipal de Baulne.

Thierry Laugier, CDT (rc) depuis 2016. Avocat près la Cour d'Appel de Paris

Thierry-Jacques Laurent, CDT (rc) depuis 2017. Enseignant-chercheur en littérature française.

Gaël Pilorget, CDT (rc) depuis 2018. Responsable du CDI du lycée militaire de Saint-Cyr, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement.

Frédéric Rignault, LCL (rc) depuis 2013. Responsable secteur éducation, société SPIE.

Isabelle de Ségonzac, CDT (rc) depuis 2014. Attachée principale d'administration aux Ministères économiques et financiers.

Remarques et propositions d'articles :
ad.honores.idf@gmail.com



Dans votre bulletin...

Actualités 3

- L'École de guerre..... 3
- Le concert du gouverneur militaire..... 4
- In memoriam..... 5

Dossier 6

- Histoire du renseignement militaire..... 7
- Présentation de la DRM..... 10
- L'opération Bodyguard..... 13
- Témoignages..... 14
- Le renseignement militaire dans le monde..... 16

Comités RC-T IdF 18

- Comité histoire : Armées et sport..... 18

Délégations militaires départementales 20

- Présentation de la DMD du Val de Marne..... 20
- Echec et mat !..... 22
- DMD 77 : La journée du réserviste..... 23
- Faire rayonner l'esprit de Défense..... 24
- Le champs de bataille de Bois-Belleau..... 27
- Les enfants de Mauchamps..... 26

Culture et divertissement 28

- Le général Henri Castelnau..... 28
- Le commandement du renseignement..... 30
- A lire ! (spécial renseignement)..... 31

Cabinet du GMP et chancellerie 32



Le Blog de la Réserve citoyenne du GMP,
coordonné par le LCL (rc) Frédéric Rignault : [ici](#).



Le site de la Réserve Citoyenne Terre : [ici](#).

L'Ecole de Guerre



école de guerre

Un de nos lecteurs assidus, que nous remercions, a relevé une coquille historique, page 20 de la version longue d'*Ad Honores* numéro 5, concernant l'École supérieure de guerre. Elle faisait dire au colonel Jordan que cette école avait été créée par le général Lewal –ce qui est erroné. Nous rappelons donc ici, de manière synthétique, l'histoire de cette prestigieuse école...

Par le CDT (rc) Bruno de Laigue

La défaite française lors de la guerre de 1870 (elle-même la conséquence, selon le chancelier Otto von Bismarck, de la défaite prussienne lors de la bataille d'Iéna en 1806) marquera fortement les esprits et sera à l'origine d'une remise en cause de l'enseignement militaire –et en particulier suite à l'attitude du maréchal Bazaine dans cette guerre.

De profondes réformes auront alors lieu, depuis la création de la conscription obligatoire, jusqu'à la constitution d'une armée de réserve et une refonte complète du corps d'État-major.

Les meilleurs élèves des écoles de Saint-Cyr et de Polytechnique, après avoir réussi le concours de l'École d'État-major, étaient formés au sein de l'École d'application du Corps royal d'État-major, créée en 1818 par le maréchal de Gouvion Saint-Cyr.

Conscient des faiblesses dans la formation de cette école, le ministre de la Guerre, sous l'impulsion décisive du président de la République de l'époque Adolphe Thiers, le général Ernest Courtot de Cisse, décide en janvier 1876 de créer une école préparant les officiers aux fonctions d'état-major et de commandement. Ceux-ci devaient, selon le maréchal de Canrobert, « *connaître à fond l'emploi particulier et combiné des divers armes* ».

C'est le 27 mai 1874 que le général Castelnau¹ est nommé président de la commission chargée « *d'étudier et de préparer l'institution d'une École supérieure de la guerre ouverte aux officiers de toutes armes* ».

Cette commission « [...] *ne travaillera pas à construire de toute pièce un édifice nouveau, mais se chargera de réunir et de coordonner des matériaux déjà préparés, en introduisant dans l'ensemble de l'œuvre les éléments nouveaux dont la création sera reconnue comme nécessaire* [...] »². Le général Castelnau rédigera le projet de création de « cours militaires spéciaux » et fixera les conditions du concours d'entrée au sein de l'École supérieure de guerre (ESG) qui remplacera, le 15 mai 1876, l'École d'État-major.

Le général Gandil sera le directeur des 72 stagiaires de la première promotion et sera remplacé, un an plus tard par le général Lewal, sorti major de l'école d'État-major, qui mettra sur pied un enseignement théorique, pratique et pluridisciplinaire pour cette école.

Ce plus haut établissement français d'enseignement militaire, destiné à former des officiers d'État-major et des officiers généraux, sera remplacé en 1993 par le Collège Interarmées de Défense (CID) auquel succédera en 2011 l'École de guerre (EG).

1. Cf. biographie, pages 28 et 29.

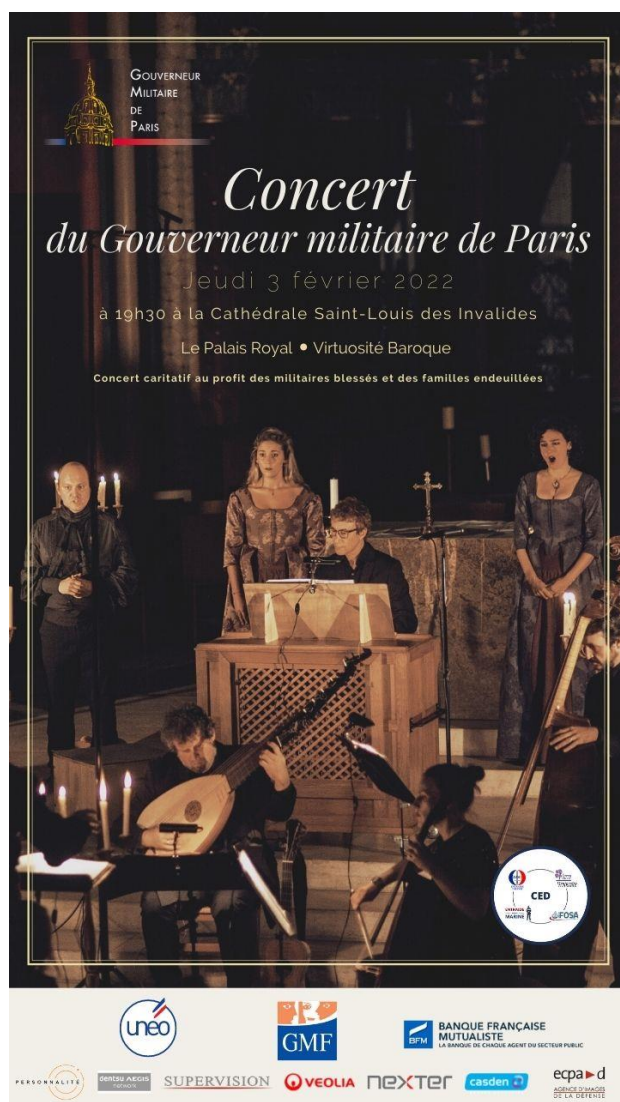
2. In « La vie et les souvenirs du général Castelnau » de Georges Girard, collection historique de Calmann-Lévy, édition 1930, pages 280 et s.

Le concert du Gouverneur militaire de Paris

Le jeudi 3 février dernier, le concert caritatif du gouverneur militaire de Paris s'est déroulé dans la cathédrale Saint Louis des Invalides.

Cet évènement majeur, mis en sommeil lors de la pandémie, a repris la place qu'il mérite et ce fut un véritable succès !

Par le CDT (rc) Fabienne Nommick



Réunissant plus de 500 personnes, chacun a pu ainsi contribuer avec générosité aux œuvres caritatives des Armées au profit de nos blessés et de leurs familles endeuillées.

Tout naturellement, une dizaine d'entre nous est venue avec enthousiasme renforcer les équipes du gouverneur afin de participer à la logistique le jour J (accueil, contrôle passe sanitaire, distribution du programme) mais aussi à la gestion amont des réservations.

Contribution indispensable au succès de la soirée, cet investissement bénévole concrétise notre engagement de réserviste citoyen auprès du gouverneur militaire de Paris.

Une mission parfaitement réussie dans une très bonne ambiance et un excellent état d'esprit d'équipe.



RC71 IDF

In memoriam

Par le CDT (rc) Nathalie Berland



Le 26 janvier, un dernier hommage a été rendu sur le pont Alexandre III au brigadier-chef Alexandre Martin, du 54 e régiment d'artillerie de Hyères. Le 22 janvier 2022, la plateforme opérationnelle désert (PfOD) de Gao, opération Barkhane au Mali, a été visée par plusieurs tirs de mortier. Le brigadier-chef Alexandre Martin a été grièvement blessé et a succombé à ses blessures. Il est mort pour la France dans l'accomplissement de sa mission et était âgé de 24 ans.

Sous la direction du CDT (rc) Thierry Laugier



Le renseignement militaire

Dépendant du ministère des Armées, la direction du renseignement militaire est un organisme interarmées, chargé du recueil de l'information, de son analyse et de la diffusion du renseignement vers les armées. La DRM a été créée le 16 juin 1992 sur l'initiative du ministre de la Défense de l'époque, Monsieur Pierre Joxe.

Elle a été constituée suite à la première guerre du Golfe ; il était alors apparu que le renseignement militaire français devait être restructuré afin d'être plus efficace, et moins dépendant des services étrangers, notamment américains.

Le général Jacques Langlade de Montgros a été nommé, il y a quelques semaines, à la tête de la DRM.

En complément de la conférence reçue le 8 février 2022 du vice-amiral Denis Bertrand, directeur adjoint de cet organisme, ce dossier vous présente la DRM et ses principaux services (pages 10 et s.), quelques métiers de ceux qui y servent (pages 14 et 15), l'histoire du renseignement (page 7) et son déploiement dans le monde (page 16). L'opération Bodyguard (page 13) illustre de façon concrète l'importance du renseignement pour gagner une guerre.

Votre rubrique « Lire », page 31, est consacrée au Renseignement : des ouvrages à ne pas manquer. Enfin, la rubrique « culture », page 30, vous présente le commandement du renseignement (COM RENS).

Que tous les contributeurs à ce dossier soient ici chaleureusement remerciés ! L'implication de chacun permet de traiter un sujet brûlant d'actualité avec grande qualité.

Bonne lecture !

CDT (rc) Thierry Laugier

Histoire du renseignement militaire en France



Depuis que les Hommes se font la guerre – depuis toujours – l’emploi seul de la force n’apporte pas forcément le basculement vers la victoire. Un renseignement sur les positions ennemies, un indice sur l’état des forces en présence, apporte un avantage significatif, parfois primordial.

Par le LCL (rc) Frédéric Rignault

Un métier vieux comme le monde

Dans son ouvrage *L’Art de la guerre* (écrit au IV^e siècle avant J.-C.), Sun Tzu insiste sur la nécessité de connaître les plans, les projets et les moyens de l’ennemi. Pour ce faire, le stratège chinois ne s’entoure que de soldats loyaux et incorruptibles que l’ennemi ne pourra pas retourner.

Plus tard, pour faire passer des messages, dans un empire qui comprend la Gaule, l’Asie mineure et une grande partie du bassin méditerranéen, Jules César met au point un code chiffré qui renseigne, entre autres, sur les positions ennemies. C’est l’historien Suétone (I^{er} siècle après J.-C.) qui révélera les secrets du code.

Il en va ainsi de chaque période. Bientôt, le renseignement sera aussi économique : il est dit que l’empereur Justinien (Byzance, vers l’an 500) se serait fait rapporter de Chine, par des moines, des vers à soie, afin d’éviter de payer les caravaniers d’Extrême-Orient et de lancer une nouvelle industrie. Les vers étant cachés dans les bâtons de pèlerin des hommes d’église.

Napoléon 1^{er}, lui-même très enthousiaste quant à l’obtention de renseignements disait : « *Un espion bien placé vaut 20.000 combattants* ». René Savary, duc de Ravigo, directeur des opérations, Joseph Fouché, ministre de la Police et l’espion Schulmeister seront au premier plan pour aider l’empereur dans ses conquêtes.

La Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale voit l’espionnage et le renseignement militaire se développer. Cela ne va pas sans mal. D’une part, les services de renseignement sont encore secoués par l’affaire Dreyfus, qui a mis en lumière l’antisémitisme d’une partie de l’appareil militaire et d’autre part – spécialité française ? – les renseignements sont collectés par une multitude de services : par le commandant Ladoux, qui dirige le 2^e bureau du Service de renseignement de l’État-major des Armées, et aussi par un 5^e bureau, par les services de la Sûreté générale, le ministère de l’Intérieur et la préfecture de police de Paris ! Comme l’indique l’historienne Chantal Antier dans *Espionnage et espionnes de la Grande guerre* (Revue historique des armées, 2007) : « *Cette concurrence ne favorise pas l’exploitation rapide des informations* ». Enfin, il convient d’ajouter le scepticisme de certains généraux, à commencer par Joffre lui-même, qui préfère miser sur l’organisation de la défense de Verdun plutôt que les rapports du commandant Ladoux, décrivant comme imminente l’attaque sur la ville au début du mois de février 1916 !



© Ministère des Armées

A cette époque, pourtant, les moyens utilisés sont de plus en plus nombreux : communication sans fil, cryptographie, déchiffrement des codes de l'adversaire de plus en plus performant. La microphotographie est inventée : sur une surface d'un millimètre carré les ingénieurs peuvent reproduire n'importe quel document. Des photographies sont prises depuis des ballons ; des avions, comme le Breguet XIV, embarquent un pilote et un passager, muni d'un appareil photo (il pèse plus de 20 Kg !) afin de rapporter des images des lignes ennemies et de pouvoir assurer les tirs d'artillerie. Les pigeons voyageurs, utilisés depuis la guerre franco-prussienne, font leur retour. Mais le renseignement est resté également typiquement humain : des espions pullulent de chaque côté des tranchées. Ce sont des militaires, des professionnels et aussi des artisans, des commerçants qui travaillent non loin de la ligne de front. Il y a des braconniers, des fraudeurs, des paysans qui connaissent les lieux comme personne. Des infirmières sont également employées – telle l'héroïne anglaise Edit Cavell – de même que des prostituées à qui sont confiées des missions dites « à l'horizontale » ...

Le métier n'est pas sans danger. L'historien Jean-Marc Berlière indique qu'au cours de la Première Guerre mondiale, plus d'une centaine d'espions sont fusillés.

Entre la fin de la Première Guerre mondiale, et jusqu'à l'armistice de 1940, le renseignement militaire est assuré principalement par le 2e bureau. Parmi les chefs les plus connus, il convient de citer le général Dupont (jusqu'en 1917), remplacé par le colonel Louis-Edmond de Cointet (1917-1921). Pourquoi 2e bureau ? L'État-major des Armées est alors composé de quatre bureaux : le 1er est chargé des effectifs ; le 2e, du renseignement et des plans d'attaque ou de défense ; le 3e, des opérations et des ordres pour les unités ; le 4e des transports et du ravitaillement.



© Ministère des Armées



Wikipédia

La Seconde Guerre mondiale

L'armistice de juin 1940 va amener la France à avoir deux services de renseignements. D'un côté celui de l'Armée d'armistice ; de l'autre, le BCRA (Bureau Central de Renseignement et d'Action), à Londres, confié par le général de Gaulle au capitaine Dewavrin (dit Passy – tous les agents de ce 2e bureau prenant pour pseudonymes des noms de stations du métro parisien).

L'Armée de Vichy ou Armée d'armistice, donc de l'État français, est dotée d'un service de renseignement appelé Bureau des Menées Antinationales (BMA) et confié au commandant Louis Rivet, chef des services spéciaux militaires depuis 1936. Ses missions officielles sont la lutte contre l'espionnage, le sabotage, et tous les ennemis de l'intérieur à commencer par les communistes. Des actions clandestines, en faveur de l'Angleterre, sont menées en parallèle. Il est cependant difficile d'en connaître la portée véritable. Il semble que l'Abwehr (service de renseignement de l'état-major allemand) ait été l'une des principales cibles du BMA. D'ailleurs, les Allemands finissent par dissoudre le BMA en 1942.

Du côté de la France Libre, œuvre donc le BCRA dont la première mission consiste à informer Churchill des manœuvres militaires allemandes le long des côtes de la Manche et de l'Atlantique. Peu à peu, le BCRA s'étoffe et va devenir l'une des pièces maîtresses du renseignement en France pour les Alliés, en collaboration étroite avec le SOE britannique (Special Operations Executive). Son emploi est décisif dans la réussite du débarquement victorieux de juin 1944.

Depuis 1945.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les habitudes sont reprises et trois services de sécurité cohabitent au sein de l'Armée française. Il s'agit de la sécurité navale (reconstituée dès 1944), de la sécurité de l'air (1945) et du Service de Sécurité Militaire (SSM) mis sur pied par le général de Lattre de Tassigny le 30 janvier 1946. Le service est alors dirigé par le commandant Bonnefous. Deux années plus tard, le 31 janvier 1948, sous le commandement du colonel André Sérot, ces trois services sont regroupés pour former le Service de Sécurité des Forces Armées (SSFA). Sa mission : « *prévenir l'espionnage et les propagandes sensibles au moral et à la discipline dans les forces armées ; protéger le secret militaire ; participer à la protection des points sensibles militaires ; prévenir le sabotage dans les forces armées, services et établissements du ministre des forces armées* ».

En décembre 1953, le SSFA change d'appellation pour devenir le SSDNFA (Service de Sécurité de la Défense Nationale et des Forces Armées) puis en 1961 la DSM (Direction de la Sécurité Militaire). Claude Faure, ancien membre des services français de renseignement extérieur, rappelle la mission de la DSM : « *Service spécialisé dont disposent les différents échelons du commandement pour leur permettre d'assurer la protection du personnel, des documents, des matériels et des établissements contre les ingérences et menées subversives de tous ordres* ».

Le 20 novembre 1981, la DSM est remplacée par la DPSD (Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense) dont le but est de « *coordonner les mesures nécessaires à la protection des renseignements, objets, documents ou procédés intéressant la Défense, au sein des forces armées ou des organismes qui lui sont rattachés ainsi que dans les entreprises titulaires de marchés classés de Défense nationale passés par le ministère de la Défense.* »

Ayant à l'origine une mission de renseignement, la DPSD devient un service de contre-ingérence, action qui vise à déceler les intentions adverses en identifiant et en neutralisant toute menace pouvant conduire à des actes hostiles de la part d'organisations, de groupes ou d'individus isolés.



© DRM

En parallèle, après la guerre du Golfe, le ministre de la Défense, Pierre Joxe, note que si la DPSD est devenue un service de contre-ingérence, les renseignements militaires sont assez faibles et relèvent de services dispersés. Ainsi est créée la DRM (Direction du Renseignement militaire), par le décret n°92-523 du 16 juin 1992. Elle est chargée du recueil de l'information, de son analyse et de sa diffusion vers les armées, les forces en opérations et les organismes centraux de la défense.

La DRM fait partie de la communauté française du renseignement, au même titre que la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI), la DRSD (Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense – qui a remplacé la DPSD en 2016), la Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières (DNRED), le Service de Traitement du Renseignement et d'Action contre les Circuits Financiers Clandestins (TRACFIN).

A ces services s'ajoutent le coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (qui dépend du Secrétariat Général du Gouvernement), l'académie du renseignement (service placé sous l'autorité du Premier ministre) et l'Inspection des Services du Renseignement (sous l'autorité du Premier ministre, ce service assure des missions de contrôle d'audit, d'étude, de conseil et d'évaluation à l'égard des services spécialisés de renseignement).

Sources :

- Sun Tzu, *L'Art de la Guerre*, Ed. Flammarion.
- Paris Match hors-série, *espionnage*, avril 2016.
- Jean Guisnel et Bernard Violet, *Services secrets : le pouvoir et les services de renseignement sous la présidence de François Mitterrand*, La Découverte, 1988.
- Christophe Gomart, *Soldat de l'ombre : au cœur des forces spéciales*, Harper Collins, 2021.
- Yvonnick Denoël, *Les guerres secrètes du Mossad*, Nouveau monde, 2012.
- Colonel Frédéric Jordan, *Pour le succès des armes de la France...*, Economica, 2020.
- Claude Faure, *Bref historique des services de renseignement et de sécurité français contemporains*, Revue historique des armées, 2007.
- Site de la DRSD : <https://www.drds.defense.gouv.fr/nos-missions>
- Encyclopédie Wikipédia.

La Direction du renseignement militaire

Créée en 1992, la Direction du renseignement militaire (DRM) est le service de renseignement des Armées. Placée sous l'autorité du CEMA, elle a vocation à éclairer la prise de décision autonome des hautes autorités politiques et militaires.

La DRM apporte une capacité d'anticipation stratégique et une autonomie d'appréciation de situation sur tous les sujets au cœur desquels les Armées sont ou pourraient être engagées.

Par le service communication de la DRM



Photo libre de droit

Elle appuie les Forces en fournissant le renseignement nécessaire à la planification et à la conduite des opérations. La complémentarité de ses capteurs lui permet d'agir sur tout le spectre des menaces.

La DRM, qui regroupe 2 000 agents militaires ou civils, d'active ou de réserve, dispose de cinq centres spécialisés et d'un centre de formation concourant à son autonomie d'action.

En outre, elle coordonne fonctionnellement les moyens issus des trois Armées, représentant 8 000 hommes et femmes.

La DRM travaille également en lien avec les services de renseignement français et étrangers. Afin de faire face à l'évolution des technologies, et pour mieux s'adapter aux menaces, la DRM recrute en permanence dans de nombreux domaines. Elle assure en interne les formations de spécialités de ses agents.

La DRM comprends cinq centres techniques spécialisés et un centre de formation :

➤ Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie (CF3I)

Le Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie (CF3I) est une référence nationale dans le domaine du renseignement d'origine image (ROIM).

Le CF3I se compose d'environ 175 personnes appartenant aux trois Armées, à la DGA et intégrant également du personnel civil de la Défense.

Le CF3I assume les deux missions suivantes :

- une mission de renseignement qui consiste à répondre, dans les meilleurs délais, à des demandes de renseignement d'origine image, qu'elles soient conjoncturelles ou planifiées. A cette fin, le CF3I exploite les images de tous types et de toutes origines dont il dispose ;
- une mission d'expertise dans le domaine de l'imagerie qui a pour objet de préparer l'avenir et de garantir une excellence technique en matière imagerie.

➤ Centre de formation et d'emploi relatif aux émissions électromagnétiques (CF3E)

Le Centre de formation et d'emploi relatif aux émissions électromagnétiques (CF3E) opère dans le domaine du renseignement électromagnétique (ROEM), qui recouvre les notions de :

- communication intelligence (COMINT) : exploitation du contenu des interceptions ;
- COMINT technique : analyse et exploitation du contenant des télécommunications (modulation, chiffrement, métadonnées) ;
- Electronic intelligence (ELINT) : analyse technique des signaux radars.

Le CF3E agit en porte d'entrée et de sortie du ROEM au sein de la DRM et des armées.

- la fonction de chef d'orchestre (contrôleur technique) du dispositif ROEM de la Direction du renseignement militaire et des Armées, consistant à coordonner et orienter les capteurs, puis centraliser, mettre en base et diffuser leur production ;
- la fonction d'exploitant de certains flux qui n'arrivent qu'au CF3E. Dans ce cadre précis, le centre agit comme s'il était un capteur ;
- la fonction d'expert technique en matière d'analyse de signaux, de gestionnaire des bases de données nationales et de mise en œuvre de certains capteurs spéciaux.

➤ Centre Interarmées de Recherche et de Recueil du Renseignement Humain (CI3RH)

Le Centre Interarmées de Recherche et de Recueil du Renseignement Humain (CI3RH) est l'organisme référent de la Direction du renseignement militaire pour le renseignement d'origine humaine (HUMINT).

Le CI3RH, dont le cœur de métier repose sur des compétences rares, est à la fois un centre de capitalisation et de valorisation des informations concernant la gestion des sources des armées en opérations extérieures (depuis la métropole jusqu'au déploiement opérationnel), mais également une unité capteur de la DRM dont le personnel est déployé en auto-relève sur les théâtres d'opérations principaux des armées françaises.

Il emploie pour cela des militaires issus des trois Armées, du personnel civil ainsi que des réservistes opérationnels.

Ses missions principales sont :

- conduire l'exécution de missions de recherche spécialisée grâce à sa section ARTEC (Analyse et recueil technique de théâtre) ;
- appuyer les capteurs humains sur les théâtres d'opérations extérieures par la gestion des sources dont le contrôle est exercé par la DRM ;
- assurer en propre au profit du DRM des missions de traitement de sources. La dominante sur le Renseignement d'intérêt militaire (RIM) et l'appui aux opérations constitue le fil rouge de ce volet ;
- le CI3RH est par ailleurs le référent de la Biométrie pour le ministère des Armées. Ce domaine sensible au potentiel avéré en termes de renseignement d'intérêt est pris en charge par une cellule spécialisée ayant pour mission de conduire l'ensemble du processus visant à doter nos forces d'une capacité complète et performante.



Photo libre de droit

➤ Centre de Renseignement Géospatial interarmées (CRGI)

Le CRGI : Centre GEOINT des armées françaises.

Discipline à part entière et unique au sein de la DRM, le GEOINT (Geospatial Intelligence) est le traitement et l'exploitation systématique des données géographiques et de renseignement géoréférencé en vue de leur analyse spatiale et temporelle.

En collectant l'ensemble du renseignement d'origine image, électromagnétique, humain ou cybernétique, et en le fusionnant sur un support géographique, le CRGI est en mesure d'analyser le renseignement multicapteurs à une échelle multiscalaire.

La carte d'état-major est essentielle à toute opération militaire ; de même, le support cartographique est un outil indispensable du renseignement d'intérêt militaire. Il permet d'apporter un renseignement synthétique et géolocalisé.

Regroupant douze spécialités techniques différentes, le CRGI fédère les expertises pour une exploitation novatrice du renseignement à la hauteur des exigences des opérations modernes.

Le CRGI au service de la DRM et des plateaux

Le CRGI bénéficie d'une situation exceptionnelle au cœur de la DRM. Il est le réceptacle du renseignement technique issu des centres capteurs, et du renseignement élaboré par les plateaux géographiques ou thématiques. Grâce à des outils géomatiques modernes et à des compétences rares dans les armées, le CRGI élabore des analyses et des synthèses directement exploitables pour l'aide à la décision stratégique, pour l'appui aux opérations, et aisément exportables vers d'autres bénéficiaires.

➤ Centre de recherche et d'analyse du cyberspace (CRAC)

Le Centre de recherche et d'analyse du cyberspace (CRAC) est le centre expert de la DRM dans le domaine Cyber. Il assure également la fonction renseignement (J2 Cyber) du centre opération cyber du commandement cyber de l'EMA.

Le CRAC est le centre expert de la fonction interarmées du renseignement (FIR) en matière de Cyber. Il est le seul centre de la DRM regroupant à la fois des fonctions de recherche et d'analyse.

Le CRAC est un centre capteur : il est en charge de la recherche d'informations issues du monde numérique, à la fois sur Internet, mais aussi sur les supports (téléphones, ordinateurs, clés USB, ...) récupérés par les forces françaises sur les théâtres d'opération. Il est d'ailleurs centre leader du ministère des Armées en matière d'investigation sur supports numériques.

Le CRAC est également un centre d'analyse : ses analystes du renseignement évaluent la menace que représentent certains acteurs du cyberspace, mais aussi les infrastructures de télécommunication logiques et physiques.

Complémentarité des capteurs et innovation permanente

Le domaine du numérique étant transverse aux autres domaines du renseignement d'intérêt militaire, le CRAC est parfaitement complémentaire des autres capteurs. L'exemple des smartphones -- à la fois émetteurs / récepteurs et systèmes d'information -- est ainsi emblématique des convergences entre le ROEM et le Cyber. La complémentarité avec l'imagerie spatiale s'exprime également par l'obtention d'images et de données de géolocalisation issues d'Internet ou de l'analyse des supports numériques recueillis lors des opérations menées par les forces.

Les évolutions techniques et d'usage sont incessantes dans le domaine du numérique. Aussi l'innovation est une démarche permanente, tant dans la description de filières métier que dans les évolutions nécessaires des outils.

➤ Centre de formation interarmées au renseignement(CFIAR)

Unique école interarmées dédiée au renseignement d'intérêt militaire en France, le CFIAR prépare les spécialistes d'aujourd'hui et de demain.

Il assure la formation interarmées au renseignement au profit du personnel de la DRM de manière prioritaire, mais également au profit du personnel des armées, directions et services, des autres services de renseignement et de partenaires étrangers.

Cette école enseigne l'organisation et l'exploitation du renseignement, notamment sur les théâtres d'opérations extérieures. Le CFIAR forme également les linguistes d'écoute du ministère des Armées et prépare le personnel de la Défense pour des postes à l'étranger. Les actions de formation sont orientées sur l'appui renseignement aux opérations et sur les besoins opérationnels définis par la DRM ou par l'état-major des armées.

Résolument engagé dans la préparation de l'avenir, le CFIAR s'adapte en permanence pour dispenser des formations innovantes répondant aux besoins des armées.

Chaque année, le CFIAR fait évoluer environ 25 % de ses stages et est en mesure de créer des formations sur-mesure pour répondre au mieux au besoin opérationnel.

Les stagiaires au cœur des préoccupations du CFIAR

Le nombre de stagiaires accueillis est en constante augmentation. La variété de l'offre de formation et la qualité pédagogique de ses stages sont unanimement reconnus.

Le CFIAR fait appel à des formateurs civils ou militaires sélectionnés et à des expertises rares. Les stages respectent un équilibre entre théorie, témoignages et mise en pratique qui permet aux stagiaires de bénéficier d'une formation optimale.

Les stagiaires peuvent ainsi se consacrer entièrement à l'apprentissage en restant acteurs d'une formation des plus efficaces.

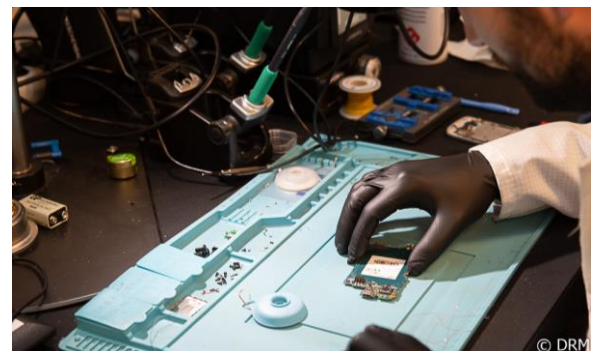


Photo libre de droit

L'opération Bodyguard



Photo libre de droit

Staline, Roosevelt et Churchill à la conférence de Téhéran, 1943

Entre 1939 et 1945, la guerre menée par les services secrets a été considérable et elle s'est notamment illustrée à l'occasion d'une opération particulière : **Bodyguard**. Ce nom provient d'un discours de Winston Churchill : « *In wartime, truth is so precious that she should always be attended by a bodyguard of lies* », ce qui peut, approximativement se traduire par : « *En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être protégée par un garde-du-corps de mensonges* ».

Par le LCL (rc) Frédéric Rignault

De fait, *Bodyguard* a un double objectif : apporter de fausses informations au Reich allemand, et une fois que les faits sont avérés, leur faire croire qu'ils vont se dérouler autrement. Et *Bodyguard* est un ensemble qui regroupe les opérations suivantes :

- **Fortitude** : dissimuler aux Allemands que le débarquement des Alliés se déroulera en Normandie ; puis, une fois qu'il est réalisé, mettre en œuvre des diversions afin d'empêcher l'acheminement de troupes vers la zone des combats.

- **Fortitude Nord** : présenter le château d'Edimbourg – y compris dans la presse – pour l'État-major d'une Armée alliée, fantôme, s'apprêtant à organiser un débarquement en Norvège avec l'aide de l'Armée rouge. Ainsi, l'Armée allemande va laisser stationner 17 divisions en Norvège et au Danemark, alors que la bataille principale vient de commencer en Normandie.

- **Copperhead** (« tête de cuivre ») : faire passer un acteur australien, Mr Clifton-James, pour le général britannique Montgomery et l'envoyer à Gibraltar et en Afrique du Nord pour intoxiquer l'ennemi en annonçant un débarquement imminent dans le sud de la France. Le plan marchera parfaitement puisque, évoquant le « plan 303 », l'acteur jettera le désarroi sur les services germaniques qui chercheront pendant des semaines ce que signifie ce plan.

- **Quicksilver** : principe identique d'une armée fantôme, américaine, avec le général Patton à sa tête.

- **Mincemeat** (« viande hachée ») : en 1943, une fois la campagne d'Afrique du Nord terminée, l'objectif pour les Alliés est la Sicile, puis l'Europe continentale via l'Italie. Mais comment faire en sorte que les Allemands aient de fausses informations ? Les Britanniques optent alors pour une mission audacieuse. Ils récupèrent le cadavre d'un homme, l'habillent en officier britannique, lui place toute une série de documents privés (clés, photos personnelles, lettres d'amour...) et de faux documents officiels tendant à prouver que deux attaques sont en préparation : la première sur la Sardaigne puis sur la Corse ; la seconde sur la Grèce puis les Balkans. Ils lâchent le cadavre au large de Huelva, en Espagne, là où les Anglais savent les espions allemands actifs. Ce plan marchera puisque la conquête de la Sicile ne prendra pas plus d'un mois.

Nous vous conseillons vivement, à ce sujet, d'aller voir le film « La Ruse » de John Madden actuellement sur les écrans...

Ainsi avec ces opérations, mais au prix du sacrifice de quelques-uns, des dizaines de milliers de vies, peut-être des centaines de milliers, ont été épargnées à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et Churchill d'ajouter : « *Il n'y a qu'une réponse à la défaite, et c'est la victoire* ».

Sources :

- www.wikipedia.org
- www.evene.fr
- www.dday-overlord.com
- Anthony C. Borwn, *Bodyguard of Lies*, harper and Row.
- Donald C. Daniel, *Strategic Military Deception*, Pergamon Press.
- Major Jon S. Wendell, *Strategic Deception Behind the Normandy Invasion*, Air Force United States.
- François Bédarida, Churchill, Fayard.

Les métiers de la DRM à travers quelques portraits...

Commandant Valéry, « expert métier / conseiller en stratégie » à la DRM



Photo libre de droit

Pendant plus de 11 ans j'ai été analyste à la Direction du renseignement militaire : tous les jours j'évaluais, interprétais, capitalisais les renseignements recueillis tout en réorientant les recherches, afin de pouvoir ensuite diffuser des renseignements consolidés vers nos destinataires.

Je participais directement au cycle du renseignement. Fort de cette expérience, et dans le cadre de mon évolution professionnelle, j'ai accepté le poste d'expert métier et conseiller en stratégie. Mon rôle consiste à optimiser les procédures et anticiper les évolutions du

métier d'analyste du renseignement, ainsi que de conseiller le commandement.

C'est un vrai travail collaboratif associant l'ensemble des agents concernés à tous les niveaux de la hiérarchie afin de recueillir leurs retours d'expérience et leurs propositions. Ce travail se nourrit également de ce qui se fait dans d'autres services et dans le monde de l'entreprise.

Cette fonction nécessite une parfaite connaissance du métier d'analyste et permet d'en avoir une vision « haute » et la plus complète possible, afin de conseiller le commandement à partir des données les plus pertinentes. L'objectif est de permettre à la DRM de tendre en permanence vers l'efficacité et d'être en mesure de relever les enjeux de demain dans les domaines techniques, humains, opérationnels et structurels.

Commandant Olivier, Responsable qualité à la DRM

Ma mission est de garantir l'identité éditoriale des productions écrites de la Direction du renseignement militaire. Tous les jours, la DRM diffuse des notes, des bulletins pour éclairer la prise de décision des hautes autorités politiques et militaires, et appuyer les forces armées en fournissant le renseignement nécessaire à la planification et à la conduite des opérations.

J'ai un rôle essentiel : mon bureau est l'unique point de convergence de toute la production des analystes de la DRM avant validation et diffusion.



Photo libre de droit

Ma fonction est de mettre en valeur leur travail. J'apporte un regard extérieur, pour que leurs produits soient rédigés de manière claire et précise. Il faut être vigilant à ce qui est écrit, au sens des mots utilisés : ne pas laisser de double compréhension possible ou de zone d'ombre. L'ensemble doit être suffisamment clair et synthétique ! C'est presque un travail d'orfèvre qui demande tout à la fois de la finesse et un grand sens rédactionnel. J'évolue dans un environnement riche et intellectuellement stimulant. C'est une expérience unique !

Adjudant Victor, instructeur en langue étrangère à la DRM

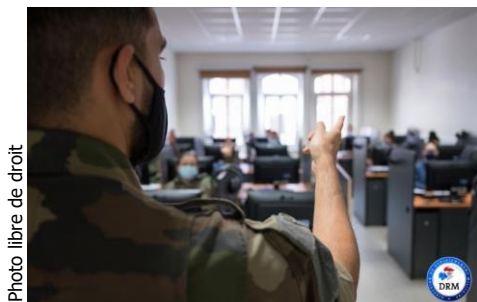


Photo libre de droit

Au début de ma carrière, rien ne me destinait à devenir formateur en langue étrangère : après mon bac je me suis engagé comme avionicien dans l'Aviation légère de l'armée de Terre. Puis j'ai changé de spécialité, pour rejoindre le monde du renseignement en devenant linguiste d'écoute.

Pendant 11 ans j'ai été régulièrement projeté sur différents théâtres d'opérations extérieures.

Puis, j'ai choisi de devenir instructeur en langue étrangère, et à mon tour former les linguistes d'écoute. C'était une manière pour

moi de transmettre mes compétences et de partager mon expérience. Ce sont des formations de un à deux ans suivant la langue. Il s'agit d'apprendre à maîtriser les fondamentaux de la langue apprise, d'approfondir les connaissances grammaticales, puis d'acquérir le vocabulaire nécessaire à la mission de chacun. Ce que j'aime le plus dans mon métier, c'est voir mes stagiaires monter en compétence et constater leurs progrès au fil des mois. C'est très gratifiant pour moi.

Joséphine, analyste en renseignement géospatial à la DRM



Photo libre de droit

Titulaire d'une licence de géographie et un master de géopolitique, j'ai eu l'opportunité d'être recrutée comme apprentie au Centre de renseignement géospatial interarmées (CRGI) de la DRM. Cette expérience m'a vraiment plu et j'y suis restée !

A l'issue de mon apprentissage, un CDD m'a été proposé. Ici j'ai la chance de côtoyer des personnes, militaires et civils, provenant d'horizons différents.

C'est très enrichissant intellectuellement et humainement. Il faut savoir s'adapter en permanence. Je travaille sur des sujets géostratégiques passionnants. Ma mission est d'analyser les données issues du renseignement d'origine image, électromagnétique, cyber ainsi que des données de géographie physique et humaine. Le tout est ensuite fusionné sur des cartes géo-référencées. Ces produits sont destinés aux analystes de la DRM, mais pas uniquement : ils peuvent être des appuis pour les forces en opération, mais également des outils d'aide à la décision pour les hautes autorités civiles et militaires.

Je suis quelqu'un de très engagée : en complément de mon poste en tant que civil, j'ai rejoint la réserve opérationnelle de la DRM. En cas de besoin, je peux être envoyée sur les théâtres d'opérations dans la continuité de mes fonctions. J'ai véritablement le sentiment de servir mon pays.

Camille, analyste géopolitique à la DRM

Après des études supérieures en sciences humaines, j'ai intégré la DRM comme analyste. Je participe à l'animation du cycle du renseignement à la fois pour appuyer les forces en opération et aussi pour assurer une veille stratégique, soit sur des zones géographiques soit sur des thématiques relevant du renseignement d'intérêt militaire.

Chaque jour, je lis, traite et analyse des dizaines de documents provenant de nos capteurs mais aussi d'autres services nationaux et internationaux.

Je dois anticiper les attentes du Centre de planification et de conduite des opérations, tout comme être en mesure de renseigner immédiatement la présidence de la République.

Être « analyste » nécessite d'être curieux et exigeant. Il faut prendre en compte une diversité de facteurs, de la géographie en passant par l'histoire, l'économie ou encore l'ethnologie. Tous ces domaines concourent à mieux comprendre l'environnement sur lequel on travaille et sur lequel on doit anticiper les évolutions à court terme. J'aime mon métier car dans l'immédiateté de l'actualité, je dois sans cesse prendre de la hauteur à l'aune de nos connaissances confidentielles afin de fournir des notes ou des briefings à nos plus hautes autorités politiques et militaires.

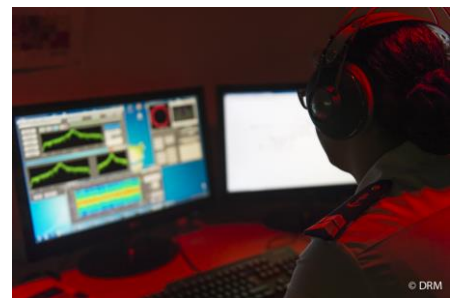


Photo libre de droit

Laura, analyste cyber à la DRM

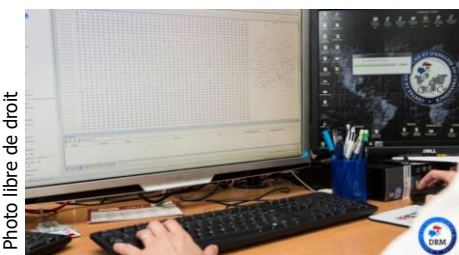


Photo libre de droit

Après un master en Sécurité et Défense, j'ai suivi un stage à la DRM comme analyste cyber. J'avais beaucoup hésité avant d'envoyer ma candidature à cause de mes idées préconçues sur le monde du renseignement. Depuis, ces préjugés ont volé en éclats : je côtoie des personnes au grand sens du devoir et de l'engagement, assez jeunes et soudées.

J'y ai découvert une ambiance « start up » très motivante : j'ai accepté un contrat dans la continuité de mon stage.

Mon travail consiste à mener des investigations approfondies sur le web, je les recoupe puis les analyse : une mission très complète dans laquelle je m'épanouis pleinement.

Mon métier a du sens : j'ai le sentiment d'apporter quelque chose à mon pays et de contribuer à la sécurité des Français.

Le renseignement militaire à travers le monde



EMA

Structure essentielle du renseignement global d'une nation, que celle-ci soit ou non en guerre (et naturellement *a fortiori* quand c'est le cas), le renseignement militaire n'a pourtant souvent pas la même « cote de popularité » que d'autres services de renseignement extérieur (que nous désignerons ici par l'abréviation *R. ext.*) ou intérieur (*R. int.*). **Parcourons d'abord rapidement le monde**, avant que de nous intéresser à un pays où le renseignement militaire tient la plus grande place (résistons à la tentation de filer droit à la fin de cet article ...)

Par le CDT (rc) Gaël PILORGET

■ En **France**, la récente DRM (1992) est bien moins connue de la population que la DGSE ou la DGSi (ex-DCRI, ex-DST et les anciens « RG »).

■ En **Espagne**, dotée – c'est une rare spécificité européenne, voire internationale – d'un service unique, le Centro Nacional de Inteligencia (CNI, *R. ext.* / *R. int.*) qui éclipse quelque peu le renseignement proprement militaire du Centro de Inteligencia de las Fuerzas Armadas (CIFAS).

■ En **Allemagne**, le BND (*R. ext.*) côtoie au premier plan l'Office fédéral de protection de la constitution : BfV (*R. int.*), et le service de contre-intelligence militaire est le MAD.

■ Au **Royaume-Uni**, les deux principaux services portent le nom de « Military Intelligence » (MI), mais en ont perdu les missions réellement spécifiques : MI5 (*R. int.*) et MI6 (*R. ext.*, immortalisé par son célèbre agent « 007 »), sont désormais complétés, pour ce qui est du renseignement militaire, par le Defense Intelligence Staff.

■ En **Chine**, dans la patrie de Sun Tzu, le renseignement est avant tout l'affaire du Ministère de la Sécurité de l'État (« Guoanbu ») – un service tentaculaire qui prend en charge le contre-espionnage (y compris militaire), le renseignement extérieur, mais également la lutte contre les opposants politiques. Trois Départements de l'État-major général de l'Armée populaire de la Libération (2ème – Qingbao, APL2 ou Er Bu -, 3ème – APL3 ou San Bu - et 4ème, APL 4 ou Si Bu) sont, eux, plus proprement concernés par les problématiques du renseignement militaire.

■ Autre pays d'immenses dimensions, et doté d'une myriade de services : les **États-Unis**.

Le renseignement militaire y est assuré par la Defense Intelligence Agency (DIA, dont dépend le Defense Counterintelligence and Human Intelligence Center, DCHC, contre-espionnage et ROHUM¹). Les différentes composantes de l'armée américaine ont leurs propres services : US Army Intelligence (G-2, l'US Army étant l'équivalent de notre Armée de Terre), Air Force Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance (AF ISR), Office of Naval Intelligence (US Navy), le Marine Corps Intelligence Activity (les Marines sont un corps très spécifique dans l'armée américaine), le National Geospatial-Intelligence Agency (NGA, renseignement géo-spatial aux côtés du National Reconnaissance Office (NRO), pour la gestion des satellites de reconnaissance)... Tous ces services multiples sont placés sous l'égide d'un coordonnateur du renseignement (Office of the Director of National Intelligence), lequel n'a pas la tâche facile, vu la multiplicité vertigineuse des services américains !



501st Military Intelligence Brigade, USA

En **Russie**, aux côtés du FSB (R. int.), SVR (R. ext.) et MVD (Ministère de l'Intérieur), le « fameux » et tristement célèbre service de renseignement militaire, le/la GRU (Direction générale des renseignements de l'État-Major des Forces armées de la Fédération de Russie, 1992) s'est fait(e) à travers le monde une réputation trouble et sanglante, qui n'a rien à envier à son homonyme soviétique né sous cette dénomination en 1942 (mais créé en 1918).



Armée israélienne

Rompons ici le suspense de l'énigme évoqué en début d'article : le pays concerné est

Israël, où le service de renseignement militaire, Aman, est le plus important en terme d'effectifs (9 000 hommes environ, effectifs supérieurs à ceux des services intérieur et extérieur réunis), même si, là encore, il a une notoriété (bien) moindre, du moins à l'étranger, que celui du renseignement extérieur, le mondialement célèbre Mossad ou, moins connu, le Shin Beth (ou « Shabak », R. int), la « Sûreté militaire » (notre DRSD) étant assurée par le Malmab.

Autre particularité unique au monde : Aman a le statut non pas tant de service, mais d'armée, et jouit d'une très grande considération dans la population, tous bords politiques confondus ou presque.

Aman dépasse, et de beaucoup, le strict cadre et les missions « classiques » du renseignement militaire et est le centre névralgique de l'ensemble du renseignement israélien : il gère les écoutes électroniques, le renseignement spatial, la direction des opérations spéciales en territoire ennemi, la coordination du renseignement des autres armées et l'activité des attachés militaires israéliens.

Ce n'est pas tout : Aman s'occupe aussi de la censure de la presse et de la sécurité de l'information pour tout ce qui a trait à l'armée

israélienne. Et, comme si cela ne suffisait pas, Aman a sa propre école de renseignement (Beit Ha'sefer Le'modi'in).

Un des plus grands triomphes d'Aman se produit lors de la Guerre des Six Jours. Le 5 juin 1967, informé par Aman que les Etats arabes voisins s'apprêtent à l'agresser, Israël frappe avant que d'être frappé. En quelques jours, les aviations égyptienne, syrienne, jordanienne sont anéanties et Tsahal (l'armée israélienne) conquiert le Sinaï, le Golan, Jérusalem-Est et la Cisjordanie. Moshé Dayan, ministre de la Défense affirmera que, dans ce conflit, le rôle du renseignement (d'Aman et de son rival le Mossad) a été tout aussi décisif que celui de l'aviation et des blindés.

Mais Aman a également des échecs retentissants, entre autres au moment de la guerre du Kippour : le service n'a absolument pas prévu l'attaque-surprise, et d'abord victorieuse, menée par l'Égypte et la Syrie le 6 octobre 1973. Et d'autant plus que tous les signaux étaient au rouge. Mais le système de remontée progressive d'analyses croisées a totalement dysfonctionné, et a même été complètement inversé : ce sont les convictions erronées du haut commandement du service qui ont comme « pollué » les analyses produites aux niveaux inférieurs de la hiérarchie... Tsahal parviendra malgré tout, le premier choc passé, à vaincre ses ennemis, mais la fiabilité d'Aman a été très fortement et durablement écornée.

On voit ici, comme dans tout conflit, combien d'évidence le renseignement militaire est primordial, pour la défense des nations et la victoire dans le combat, en préservant naturellement, comme un bien précieux, la vie de chaque soldat. Sun Tzu avait déjà affirmé cette prééminence dans ces mots : « *Un prince avisé et un brillant capitaine sortent toujours victorieux de leurs campagnes [...] grâce à leur capacité de prévision. Or la prévision ne vient ni des esprits ni des dieux ; elle n'est pas tirée de l'analogie avec le passé pas plus qu'elle n'est le fruit des conjectures. Elle provient uniquement des renseignements obtenus auprès de ceux qui connaissent la situation de l'adversaire* ».

1. HUMINT ou « Human intelligence » (ROHUM en français) : renseignement humain

Vidéo
Renseignement
militaire : les forces de
l'ombre (#JDEF)



YouTube

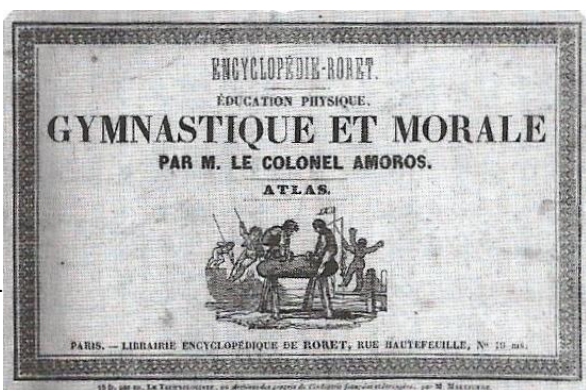
Le sport et l'armée : un lien fort et ancien

Dans le cadre de la préparation du colloque « le sport et les Armées », qui se déroulera le 22 novembre 2022 (cf. Ad Honores numéro 5, page 30 de la version longue, téléchargeable depuis le site www.reserve-citoyenne-paris.org), nous vous proposons un nouvel épisode sur le lien existant entre le sport et l'Armée.

Par Paul Dietschy,

professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté

Domaine public



Les Armées napoléoniennes étaient composées de grands marcheurs, de grands cavaliers et même de nageurs endurants. C'est toutefois sous la Restauration que la gymnastique commence à s'imposer dans l'instruction des soldats avec le colonel Amoros dont le but premier est de former pompiers et fantassins. La gymnastique amorosienne est d'abord enseignée aux sous-officiers pour qu'ils forment leurs hommes à l'art de courir, grimper, sauter, lancer, tout en renforçant leurs corps.

Deux disciples d'Amoros, le capitaine Charles d'Argy et Napoléon Laisné, ancien sous-officier du génie, prolongent l'action de leur maître en créant en juillet 1852 l'École Normale de gymnastique dans le bois de Vincennes.

Vite surnommé « école de Joinville », l'établissement fonctionne jusqu'en 1939 et devient autant un lieu d'expérimentation qu'un pôle de diffusion du sport moderne. Celui-ci, entendu comme les sports athlétiques anglais (football, rugby, course à pied, tennis, etc.) ou le cyclisme, s'invite dans les casernes à partir des années 1900. De jeunes officiers sportifs, des sportsmen sous les drapeaux y introduisent ballons et chaussures à pointes.

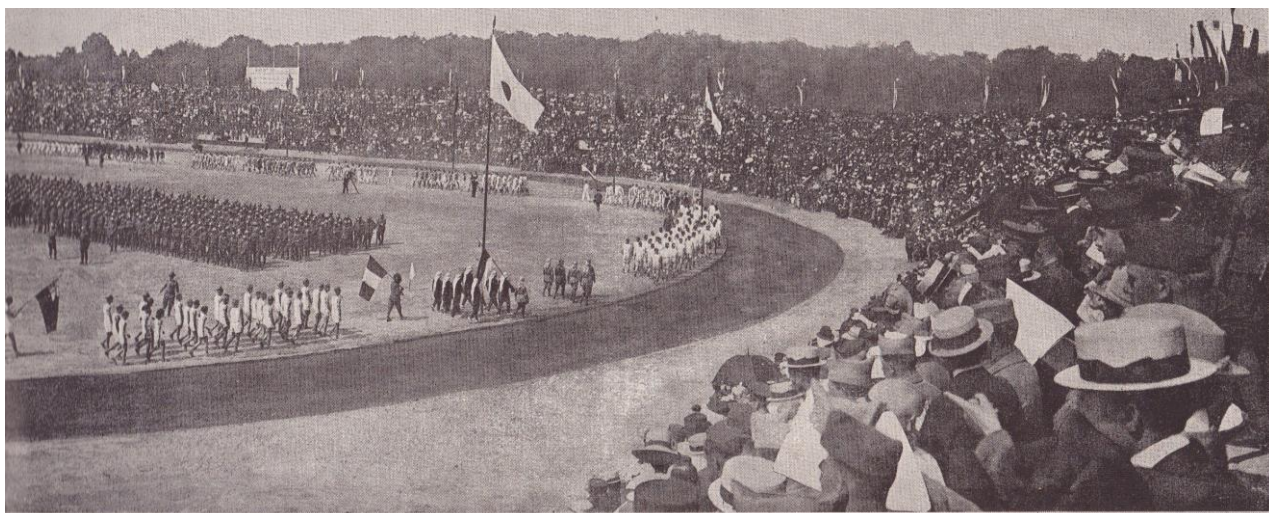
Dès 1903, l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA) crée un premier championnat militaire de football-association auquel s'adjoignent ensuite sept autres sports dont le pentathlon moderne inventé par Pierre de Coubertin. Les sociétés de préparation militaire contribuent aussi à cette première « sportivisation » de l'Armée française. Toutefois, pendant la Grande Guerre, le haut-commandement n'utilise pas systématiquement le sport pour occuper les soldats dans l'arrière-front, au contraire de l'allié anglais ou de l'ennemi allemand. Certes, des fêtes sportives, des matchs de football ou de rugby sont organisés par des officiers soucieux d'assouplir la discipline militaire.

Mais il faut attendre les mutineries du printemps 1917 pour que le ministère de la Guerre et le général Pétain prennent conscience de l'utilité du sport pour lutter contre le « cafard ». Plus de 4 000 ballons sont commandés en septembre 1917 à cet effet. En tout cas, le sport, et notamment le football-association, sort vainqueur de la guerre. Malgré l'invention de la « méthode naturelle » par le lieutenant de vaisseau Georges Hébert, il devient l'exercice physique le plus communément utilisé jusqu'à la réhabilitation physique des mutilés de guerre.



source Le Miroir 2.2.1915

Partie de football improvisée dans le département de l'Aisne



source L'illustration du 28 juin 1919

Délégation défilant dans le stade Pershing lors de l'inauguration des Jeux interalliés 22 juin 1919

Les Jeux interalliés organisés en 1919 dans le bois de Vincennes, le challenge Kentish qui réunit dans un tournoi annuel les équipes militaires de football anglaises, belges et françaises, signalent cette appétence nouvelle du commandement pour le sport.

Elle se renforce après la Seconde Guerre mondiale qui voit le général de Lattre de Tassigny former et instruire « sportivement » la Première Armée. De même, c'est dans les durs combats de la campagne d'Italie, qu'Alain Mimoun forge le mental qui lui permet de remporter le marathon des Jeux de Melbourne (1956). Pendant la guerre d'Algérie, chaque unité a son équipe de football. Surtout, avec la création en 1948 du Conseil international du sport militaire (CISM), fort aujourd'hui de 137 pays membres pour 25 disciplines sportives, le sport devient un autre moyen d'illustrer l'excellence militaire.

En 1956 est créé le bataillon de Joinville pour permettre aux sportifs de haut niveau d'accomplir leur service militaire tout en continuant à s'entraîner, notamment en année préolympique. Dissous en 2002, en raison de la fin de la conscription, il est remplacé par le système du sport de haut niveau de la défense nationale, dont la figure de proue est le gendarme-nageur Alain Bernard, deux fois médaillé d'or aux Jeux olympiques.

Plus généralement, la professionnalisation de l'Armée, l'importance des troupes d'élite, font de leurs membres, notamment les soldats des forces spéciales, des athlètes de très haut-niveau, dont le corps est rompu à tous les exercices corporels et capable d'efforts dignes des trails les plus exigeants.



© EMA

Le département du Val-de-Marne : son histoire, sa géographie

Le département du Val-de-Marne a été créé le 1er janvier 1968 à partir du démantèlement des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise : 29 communes du département de la Seine et 18 communes de la Seine-et-Oise. Le département du Val-de-Marne s'articule donc autour de 47 communes – 33 d'entre elles sont intégrées aux Zones de Manœuvre de la force sentinelle – 13 sont situées Hors Zone de manœuvre (HZM).



Par le LCL Bernes, DMA du Val-de-Marne



Différents facteurs expliquent la création du département du Val-de-Marne, le 1^{er} janvier 1968.

Le pari politique à la création du département était de mélanger populations aisées, sur les franges du territoire, et populations ouvrières, au centre, afin de laisser une chance aux partis de droite de contrôler le conseil général. Il s'agit donc bien d'une construction politique. L'idée était également d'empêcher le parti communiste, en s'alliant à la SFIO, de remporter le Conseil général du département de la Seine.

Le pari humain était de créer une « solidarité régionale » en faisant profiter les communes plus pauvres du département de la Seine-et-Oise, de la manne financière générée par les communes riches du département de la Seine.

Ainsi, le département du Val-de-Marne, du fait même de son histoire, est constitué de communes riches, en périphérie de la capitale, et de communes ouvrières, au centre, intégrées à ce qui fut appelé, au cours des premières décennies du XX^{ème} siècle « la banlieue rouge » : Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine ou encore Villejuif, villes prises à la droite lors des élections municipales de

1925. L'industrialisation en France, au cours des années trente, s'est opérée dans ces villes de la périphérie parisienne, séduisant ainsi la classe ouvrière qui ne pouvait se loger à Paris du fait de la cherté des loyers et attirant, par la suite, différentes vagues d'immigration, politique (italiens ou espagnols fuyant le fascisme) ou de travail (maliens ou maghrébins). Au début de la désindustrialisation, à l'aube des années quatre-vingt, des mouvements contre la ghettoïsation des communes de la « banlieue rouge » prennent de l'ampleur.

C'est au sein de ces villes de la « banlieue rouge », en commençant par Ivry-sur-Seine, que va se faire l'expérimentation du « communisme municipal » avec, entre autres, le développement de logements sociaux, de dispensaires, de centres de santé. Ces derniers vont permettre aux populations ouvrières d'avoir accès aux soins spécialisés – comme le soin dentaire mais également les soins ayant trait à la psychologie.

La géographie du Val-de-Marne

Le Val-de-Marne est – avec les Hauts-de-Seine, à l'Ouest et la Seine-Saint-Denis, au Nord – l'un des trois départements de la petite Couronne. Les communes riches du département sont limitrophes des communes plus pauvres de la Seine-Saint-Denis (Montreuil).

Plus on s'éloigne de la Capitale, plus la densité de population diminue : Vincennes (26 000 habitants au KM²), Marolles-en-Brie (1 250 habitants au KM²). Ainsi, la grande majorité des communes situées hors des zones de manœuvre de la force Sentinelle sont définies par leur ruralité (prédominance de prairies, de champs et de forêts).

La Réserve citoyenne : le cœur de la DMD dans ses missions de rayonnement

Les réservistes citoyens sont véritablement celles et ceux qui font battre le cœur de la DMD dans ses missions de rayonnement auprès de la jeunesse.

Ils viennent de tous les horizons professionnels : directrice générale adjointe d'un grand groupe de gestion de patrimoine, docteur en mathématiques, chargé de mission au Conseil d'État, élu de la commune de Charenton-le-Pont, cadre dans une grande entreprise en lien avec le ministère des Armées, attaché de l'administration de l'État auprès de la Cour du droit d'asile, responsable Ressources humaines à la mairie de Maisons-Alfort, sans parler de tous les autres... Chacun s'investit « corps et âme » dans ses missions visant à faire rayonner auprès de notre jeunesse les valeurs chères aux Armées : dynamisme, don de soi ou esprit d'équipe.

Afin de rendre cohérentes leurs actions et de pouvoir cibler l'ensemble de ce qui constitue aujourd'hui notre jeunesse, les réservistes citoyens de la DMD sont organisés en groupes d'actions :

→ **Les interventions auprès des missions locales** pour diffuser auprès de jeunes en difficulté cet esprit de solidarité que l'on retrouve dans les Armées, en particulier lorsqu'il s'agit de soutenir les blessés dans leur travail de résilience. Cette mission consiste à les aider à reprendre confiance en eux en les accompagnant dans des actions leur permettant de se réinsérer dans la vie professionnelle (rédaction de CV, de lettres de motivation et entraînement aux entretiens d'embauche). Les résultats obtenus sont à la hauteur de l'investissement des réservistes citoyens impliqués dans cette mission – en 2021, sur 13 « filleuls », 11 ont pu retrouver un stage, une alternance ou un emploi.

→ **Les interventions dans les collèges et lycées sur la thématique de l'Engagement.** Ces témoignages de réservistes citoyens sur leur propre engagement mais également la présentation des différents dispositifs au profit de la jeunesse pour les aider à s'engager auprès de celles et ceux qui en ont besoin (SNU, service civique etc.) sont autant d'actions mettant en valeur l'esprit de cohésion mais aussi les valeurs d'altruisme de nos Armées.

→ **L'organisation de conférences dans les établissements scolaires** sur les questions de défense (cybersécurité et cyberdéfense) ou de thèmes relatifs à la sécurité (la radicalisation au sein de la société française par exemple) permettent d'avoir une part active dans la diffusion de l'esprit de Défense.

→ **Enfin la présentation du dispositif des classes de défense dans les collèges et lycées** permet de faire découvrir aux chefs d'établissement et aux équipes pédagogiques, un partenariat avec les Armées que, finalement, très peu d'entre eux connaissent. À ce jour, la DMD 94 compte 6 classes Défense ouvertes et se préparent, en 2022, à en ouvrir trois autres en s'appuyant notamment sur l'une de ses principales emprises militaires : l'hôpital d'instruction des Armées Bégin.

Riche de ses diversités, tant humaines que géographiques, le département du Val-de-Marne est un « terrain de jeu » idéal pour la réserve citoyenne au service des Armées et de notre jeunesse.

Les quartiers ouvriers du centre du département ou ceux, en périphérie de la capitale, plus bourgeois mais également les zones rurales du sud départemental forment un panel regroupant de jeunes adolescents ou de jeunes adultes d'horizons très divers qui se retrouveront chaque 10 novembre dans la joie et la bonne humeur à l'occasion du rallye citoyen organisé par les réservistes des DMD 93 et 94.



« Rassemblés autour de l'insigne de la réserve citoyenne, les réservistes citoyens de la DMD 94 le sont également autour du logo de cette dernière – Reprenant les éléments essentiels de l'insigne de l'EMA, les ailes, les encres et le glaive symboles des trois

armées, il repose sur un fond bleu, rappel de la Seine et de la Marne arrosant le département et s'articule autour de quatre fenêtres représentant d'une part les trois arrondissements du département (la rose pour L'Hay-les-Roses – le monument aux morts pour Créteil – le château de Vincennes pour l'arrondissement de Nogent et la porte d'un fort qui symbolise les fortifications de l'enceinte de Thiers qui protégeait la capitale et le statut militaire de la DMD ».

Echec et mat !

Le samedi 29 janvier dernier était organisée au Cercle National des Armées de Paris une action caritative au profit de l'association pour le développement des œuvres d'entraides dans l'armée (ADO) à travers une simultanée d'échecs donnée par la maîtresse internationale française et sextuple championne de France Sophie Milliet. Elle a joué contre 24 adversaires en même temps.



Par le LTN (rc) Joël Gautier



DMD 75

Des délégations des lycées militaires de Saint Cyr et de la Flèche étaient présentes. De jeunes joueurs, pratiquant avec assiduité les échecs sur leur temps scolaire, ont ainsi pu se confronter à une championne.

Sophie Milliet a remporté cette compétition haut la main : score sans appel de 24 à 0 !



L'objectif est d'apporter une aide financière à l'ADO qui accompagne chaque année plus de 800 orphelins – notamment ceux qui ont perdu un parent mort pour la France.



Sponsorisé par le Cabinet Delsol Avocats, organisé par le comité « mécénat » de la RC-T et le lieutenant (rc) Joël Gautier, l'événement a permis de faire connaître l'ADO et de collecter 760 € de dons à son profit.

Don possible via ce lien : <https://www.entraide-defense.fr/adresser-un-don/>

DMD77 : Journée des réservistes

Le lundi 06 décembre 2021, la délégation militaire départementale de Seine-et-Marne a organisé une journée regroupant ses réservistes citoyens et opérationnels autour de trois temps forts.



Par le Major Annabelle Bernard



DMD77

Après un café d'accueil, la matinée a été l'occasion, pour les réservistes citoyens, de partager le bilan de leurs actions pour l'année 2021 et d'évoquer leurs projets pour l'année à venir.

Avant un déjeuner au cercle mess de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN), le général Dupuy de la Grand'Rive, délégué militaire départemental, a remis une lettre de félicitations à Monsieur Farcy (adjudant de la réserve citoyenne Terre) pour son implication et son investissement dans le pôle rayonnement de l'armée de Terre ainsi que pour des actions de collecte de fonds au profit des blessés de l'armée de Terre.



L'après-midi a été consacrée à une activité de cohésion organisée par le département des partenariats de l'EOGN. Par équipe de trois (un réserviste opérationnel et deux réservistes citoyens) les participants ont été conduits sur une scène de crime factice. Armés d'un plan et de fiches concernant des suspects, ils ont arpenté les quartiers Augereau et Pajol de l'EOGN afin de résoudre des énigmes permettant de trouver le meurtrier, l'arme et le mobile du crime.



Cette journée s'est révélée une réussite tant sur le plan des échanges constructifs, concernant les actions des réservistes citoyens, que sur le renforcement des liens de cohésion lors de l'activité, qui, revêtant un aspect de compétition, a suscité l'engouement de tous.

DMD 77 : Faire rayonner l'esprit de Défense



Comment faire rayonner l'esprit de défense à travers l'histoire, et en particulier la Première Guerre mondiale. Témoignage d'un de nos camarades, réserviste citoyen de Seine-et-Marne.



Par le CDT (rc) Christophe Candat

Réserviste citoyen depuis 7 ans, cela fait une dizaine d'années que je suis engagé, avec d'autres passionnés d'histoire, au sein du musée 14-18 de Villeroy (<https://museedevilleroy.wixsite.com/musee-14-18>), commune où est tombé, le 5 septembre 1914, le lieutenant et écrivain Charles Péguy.

Nous organisons des visites du champ de bataille et du musée de la première bataille de la Marne pour des groupes scolaires et les citoyens.

Le cabinet du GMP a encouragé, il y a quelques années, la publication du livre *"Bataille de la Marne, 5 septembre 1914, le choc d'une rencontre"* édité par l'association du musée 14-18 de Villeroy et pour lequel j'ai eu la chance de collaborer. Cet ouvrage comporte de nombreuses photographies d'époque et de témoignages des combats de la première bataille de la Marne, souvent méconnue et pourtant cruciale.

Et pour cause : dans les premiers jours de septembre 1914, les troupes allemandes ne sont plus qu'à une cinquantaine de kilomètres de Paris ; une issue funeste de la guerre pour la France n'est pas à écarter. C'est au cours de ces combats mobiles, entre bois et vallées et très loin de l'image des combats des tranchées de Verdun quelques années plus tard, que soldats métropolitains et brigade marocaine combattent jusqu'au sacrifice suprême afin de faire reculer l'envahisseur et, ainsi, sauver Paris.

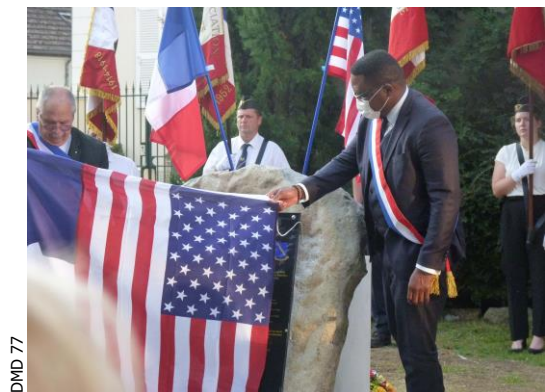
Une vingtaine d'exemplaires de ce livre ont été offerts aux bibliothèques et médiathèques de Meaux et des communes avoisinantes ainsi qu'à des collègues, publics et privés, pour sensibiliser concitoyens et élèves à l'histoire et au devoir de mémoire.

Tous les deux ans, des reconstitutions historiques sur les thèmes de la Première et de la Seconde

guerres mondiales sont également organisées. Celles-ci se veulent toujours au plus proche de la réalité historique et les plus immersives possible, les rendant à la fois originales et intéressantes tout en sensibilisant chacun, y compris aux plus jeunes, au devoir de mémoire.

D'autres actions plus ponctuelles sont menées.

Ainsi, le 3 septembre 2021 avons-nous créé et inauguré un monument, au cœur de la commune de Villeroy, à la mémoire de l'équipage du HI LO JACK (un B17 américain) abattu par la chasse allemande le 3 septembre 1943.



Retour en arrière... Au matin du 3 septembre 1943, à l'aube, ce sont près de cent bombardiers américains, accompagnés de leur escorte protectrice de chasseurs, qui reviennent d'un bombardement de sites stratégiques allemands. Pris à partie par une unité de chasseurs allemands, dont l'attaque est acharnée, l'armada américaine arrive à passer ce barrage aérien. Placé à l'arrière du dispositif, le HI LO JACK essuie de nombreux tirs : ses moteurs sont en feu et son

fuselage criblé de balles. Par une ultime manœuvre de pilotage, l'appareil est stabilisé avant un crash inévitable. Les dix membres d'équipage, dont deux blessés dans les combats, arrivent à sauter de l'avion en flammes.

Les Allemands, présents sur la zone, engagent le combat à terre. Les deux parachutistes blessés sont capturés et fait prisonniers jusqu'à la fin du conflit, malgré plusieurs tentatives d'évasion. Les huit autres seront cachés par les habitants de Villeroy puis exfiltrés par les réseaux de la résistance locale et pourront reprendre le combat quelques semaines plus tard. Tous survivront à la guerre et resteront à jamais dans le cœur des habitants de Villeroy.

Pour marquer cette commémoration, nous avons demandé à une micro-brasserie locale de créer une bière spéciale pour cet événement. La vente de quelque 300 bouteilles a permis de financer une partie du projet et restera, surtout, un souvenir. Les familles américaines de l'équipage ont été, bien entendu, associées à cet événement. Le musée de Rochester, aux États-Unis, a, également, créé une salle spécifique commémorant le HI LO JACK.

Toutes ces actions me permettent de porter haut les valeurs de devoir et de mémoire mais également de renforcer le lien Armée/Nation auprès des autorités civiles, des acteurs locaux comme les directeurs d'établissements scolaires ou de ceux du patrimoine tel que la Société des Amis du Musée de la Grande Guerre de Meaux. C'est bien là notre rôle de réservistes citoyens de Défense et de Sécurité d'Île-de-France.

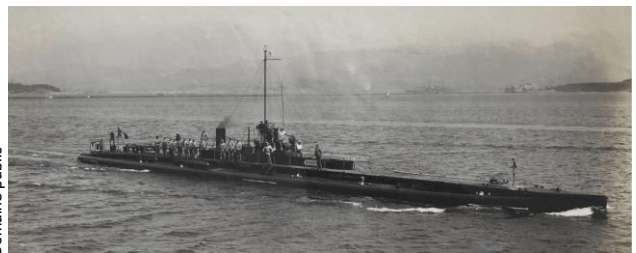
Le cabinet du GMP ainsi que la DMD de Seine-et-Marne soutiennent régulièrement, par leur présence ou par des communications *ad hoc*, ces actions souvent menées avec d'autres réservistes citoyens de Seine-et-Marne.

Nous serions très honorés que chacun d'entre vous, chers camarades, vienne assister ou participer à ces actions... qui permettraient à certains d'entre vous de découvrir la beauté des paysages du Nord de la Seine-et-Marne.

Mon engagement au sein de la Réserve Citoyenne de Défense et de Sécurité d'Île-de-France consiste bien à faire rayonner l'esprit de Défense auprès de nos concitoyens « *parce qu'un homme sans mémoire est un homme sans vie, un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir* » (Maréchal Foch).



La Première Guerre mondiale, sous un autre angle...



Domaine public

Le sous-marin Monge

Samedi 4 décembre 2021, l'auditorium du Musée de la Grande Guerre accueillait un public nombreux à l'invitation de la Société des Amis du Musée de la Grande Guerre de Meaux (SAM2G).

Sur un thème peu couramment abordé lors des évocations ayant trait au premier conflit mondial, François-Xavier de Larminat CDT (rc) DMD 77, le premier maître David Meuric et Hervé Lambert LTN (rc) DMD 77, ont évoqué la tragédie du MONGE.

François-Xavier de Larminat est le petit-fils de l'épouse du lieutenant de vaisseau Roland Morillot qui commandait le MONGE en 1915.

Plus d'information : <https://sam2g.fr/la-fin-tragique-du-sous-marin-monge/>



Domaine public

L'équipage du Monge

Visite du champ de bataille de Bois-Belleau

Cette année le SNU organise des séjours de cohésion en février, juin et juillet. Pour le premier séjour, l'équipe SNU de Sourdun a demandé à l'ÉPIDE (Établissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi) de Montry d'organiser une sortie pour les volontaires sur un Théâtre d'opération militaire de la Guerre de 14-18. Connaissant les champs de batailles de la Première Guerre mondiale, et accompagnant régulièrement les jeunes des ÉPIDE sur ces lieux de mémoire, je me suis mis au service du centre SNU de Sourdun.



Par le LCL (rc) Jean-Pierre Munoz



DMD 77

Pour cette première visite guidée, j'ai choisi le site de Bois Belleau, champ de bataille le plus connu aux États Unis – au même titre que le débarquement de 1944 ou celui de Guadalcanal. Sa renommée tient principalement au fait que ces combats sont la première victoire du corps des Marines Américains. Chaque année des unités de Marines viennent à Bois Belleau. Ainsi ai-je emmené récemment une escouade de 21 Américains visiter le site.

Le 24 février, dans la cour d'honneur du château de Montry (siège de l'ÉPIDE), ont été réunis 60 volontaires du SNU et 30 jeunes de l'ÉPIDE pour un salut aux couleurs, suivi d'un discours de Monsieur Paul Vitani, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Seine-et-Marne, et de Madame la députée de Seine-et-Marne Patricia Lemoine.

Arrivés au cimetière de Bois Belleau par cars, les différents groupes se sont rassemblés face à la Chapelle. Une pluie froide et violente, accompagnée d'un vent glacial, obligea les participants à se réfugier dans la chapelle. Profitant d'une accalmie, chacun put rejoindre le bois de Belleau, but de la visite.

Un sol détrempé et boueux empêcha toute visite du champ de bataille. Le descriptif de la bataille et les principaux faits d'arme furent décrits devant les canons allemands capturés, souvenir des combats.

Après la pluie, le beau temps ! Nous en profitons donc pour nous rendre au Monument de la cote 104 au-dessus de Châteaux Thierry. La vue exceptionnelle sur toute la vallée de la Marne permet aux personnes présentes de constater l'intérêt stratégique de cet endroit et l'importance de Bois Belleau pour assurer la défense de la région. Des explications sur les unités engagées dans cette bataille furent données par un « Coast Gard » du musée.

J'ai pu répondre aux questions des participants sur cette bataille historique avant que chacun regagne les cars.

Des interviews de 4 jeunes pris au hasard (2 de chaque unité) ont été organisées pour marquer cet événement.

Tous ont souhaité unanimement refaire cette visite... mais sous le soleil !

En mémoire des enfants de Mauchamps morts pour la France

Dès son installation en 2020, la nouvelle équipe municipale de Mauchamps a décidé de créer un site de mémoire afin de transmettre aux jeunes générations les valeurs et le souvenir de ceux qui se sont battus pour la liberté.

Sous l'impulsion de Thomas Gonsard, Maire de Mauchamps et de Patrick Nègre, son adjoint délégué au Devoir de Mémoire, des recherches ont permis de sortir de l'oubli trois campusiens : Paul Chaumerliat et Ernest Pierson, morts pour la France pendant la Grande Guerre, et Georges-Maurice Rousseau qui a donné sa vie au cours de la Deuxième Guerre mondiale.



Par le CDT (rc) André Pascual



Sur le site nouvellement aménagé, à côté de l'Hôtel de ville, une stèle est installée. Elle se compose d'un pupitre en béton supportant une plaque de granit noir où sont gravés en lettres d'or, les noms des « enfants morts pour la France » de cette commune de l'Essonne, forte de ses 278 habitants.

Grâce à un contrat de classe de Défense et de Sécurité globale entre le lycée professionnel Jean-Pierre Timbaud de Brétigny-sur-Orge et la Délégation Militaire Départementale de l'Essonne, c'est un groupe d'élèves qui a effectué les travaux de mise en place de la stèle.

Très fiers d'avoir participé à ce projet, ils étaient tous présents avec leur professeur le samedi 18 septembre pour l'inauguration du monument. Un magnifique soleil accompagnait un grand nombre d'habitants de Mauchamps et des communes environnantes venus assister à cet événement exceptionnel.

De nombreuses personnalités civiles participaient à cet événement : Madame Pascale Boudart représentant le Groupe d'Etudes du Monde Combattant et du Devoir de Mémoire au Sénat ; Madame Dany Boyer, au nom du département de l'Essonne ; la députée de l'arrondissement

Madame Laëtitia Romero Dias ; Monsieur Jean-Raymond Hugonnet, sénateur de l'Essonne ; les maires de la communauté des seize communes de l'intercommunalité ainsi que le conseil municipal des enfants de Mauchamps. Monsieur le LCL Martinaud, DMD adjoint de l'Essonne, et le MAJ Gaillard, de la Gendarmerie Nationale, représentaient les autorités militaires. De nombreuses associations d'anciens combattants et patriotiques, accompagnées de leurs drapeaux, étaient également représentées.

Six jeunes militaires en uniforme de Poilu ont monté la garde au monument et participé aux dépôts de gerbes.

Pour renforcer le côté mémoriel de cette journée, j'ai eu plaisir à mettre en place, au nom du comité Histoire et Patrimoine de la réserve citoyenne DMD75, une exposition retraçant la genèse de la Croix de guerre 1914-1918. Des panneaux expliquaient la création de cette décoration mythique du Poilu et plusieurs vitrines présentaient décorations, cartes postales et objets illustrés de la Croix de guerre d'époque.

Tout comme cette belle et émouvante cérémonie, l'exposition a rencontré un franc succès.



Le général Henri Castelnau (1814 – 1890) Fondateur de l'Ecole supérieure de Guerre



Domaine public libre

Henri-Pierre Castelnau – sans lien de parenté avec Edouard de Castelnau, général d'armée et héros de la Grande Guerre – mena au XIX^e siècle, sous différents régimes politiques, une carrière militaire exemplaire. Il fut l'aide de camp de Napoléon III et fonda, au début de la III^e République, l'Ecole supérieure de Guerre.

Par le COL (rc) Olivier de Lavenère Lussan (arrière petit neveu du général Castelnau) et le CDT (rc) Thierry Laurent.

Un brillant début de carrière

Il naquit à Prades, dans les Pyrénées orientales, le 30 juillet 1814. Elève brillant, il fut admis en 1834 à l'Ecole polytechnique et intégra deux ans plus tard, comme sous-lieutenant, le 14^e régiment d'infanterie légère, avant d'entrer en 1837 à l'Ecole d'application d'Etat-major à Paris. Il en sortit lieutenant en 1839.

C'est d'abord en Algérie qu'il montra son courage, cité deux fois à l'ordre de la division d'Oran en 1841. Promu capitaine, il devint l'aide de camp du général Hecquet. Le 23 septembre 1843, le roi Louis-Philippe lui décerna la Légion d'honneur.

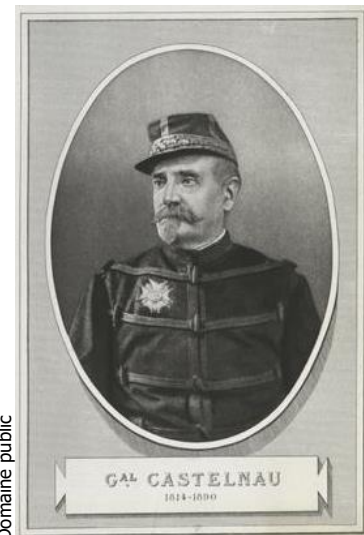
Après avoir été détaché à différents états-majors au cours des années suivantes, il s'illustra surtout en participant à la campagne de Rome d'avril 1849 à mai 1850. La France, initialement favorable à la République romaine, finit par s'opposer militairement à elle afin de rétablir les prérogatives pontificales. Castelnau, homme de confiance du général Oudinot, fut affecté auprès du pape Pie IX avec le titre honorifique de ministre de la Guerre et de la Marine ! Il fut promu chef d'escadron. Le souverain pontife lui conserva toujours une amicale estime et l'anoblit – Henri-Pierre Castelnau n'ajoutera jamais à son patronyme le titre de comte comme il pouvait y prétendre.

En 1853, devenu lieutenant-colonel et officier de la Légion d'honneur, il devint l'aide de camp du maréchal Magnan, ministre de la Guerre. Ce dernier le fera nommer colonel et le choisira comme chef de cabinet cinq ans plus tard.

Aide de camp de Napoléon III

Il assista le maréchal Vaillant, major général de l'armée d'Italie, lorsque Napoléon III participa en 1859 à l'unification de la péninsule au profit du roi Victor-Emmanuel, et fut élevé à la dignité de commandeur de la Légion d'honneur. C'est dans ce contexte que l'empereur le remarqua et en fit son aide de camp ; désormais, il allait l'accompagner dans toutes les revues, prises d'armes et circonstances officielles ainsi que la vie de cour. Dès lors, il était quelqu'un d'important, au courant des secrets d'Etat, ayant un poids politique certain. En 1861 il fut élu conseiller général des Landes.

En 1869, il conduisit en Suède une importante mission, plus diplomatique que militaire, auprès de Charles XV. Il s'en acquitta fort bien et conquist même l'amitié du roi qui, en remerciement, lui fit cadeau de son sabre.



Domaine public

Le 3 septembre 1863, il fut nommé général de brigade et prit la direction de la 1^{re} division au ministère de la Guerre tout en gardant ses fonctions d'aide de camp de l'empereur.

Le 8 septembre 1866, ce dernier lui confia une mission spéciale auprès du maréchal Bazaine, englué dans la campagne du Mexique, en vue de l'évacuation des troupes du pays. Il devait contraindre celui-ci, qui voulait prolonger la campagne, à inciter l'empereur Maximilien à l'abdication puis à rentrer au plus tôt en France.

C'était un fait unique dans l'histoire de notre pays. Une lettre de commandement que l'Empereur donna à son aide de camp et qui lui conférait autorité sur un maréchal de France – dont la conduite prêtait déjà à diverses interprétations – avec le pouvoir écrit de le relever de ses fonctions.

De retour à Paris en mars 1867, Castelnau fut promu général de division.



Bataille de Sedan

Le 30 août 1870, il accompagna Napoléon III à Sedan. Ce dernier, sitôt vaincu, prit la route de Donchery où il fut reçu par Bismarck ; Castelnau fut chargé de représenter l'empereur auprès du général de Wimpffen lors des difficiles négociations préalables à la signature de la capitulation. Après quoi, il allait rester aux côtés du souverain à la fois déchu et prisonnier des Prussiens, en captivité au château de Wilhelmshöhe, ancienne résidence du roi Jérôme, du 5 septembre 1870 au 19 mars 1871.

Fondateur de l'Ecole supérieure de Guerre

En décembre 1871, il fut nommé président de la commission chargée de préparer l'institution de l'Ecole supérieure de Guerre ; il rédigea le projet de création de « cours militaires spéciaux » et fixa en particulier les conditions du concours d'entrée. Les stagiaires de la première promotion commencèrent leur scolarité en 1876 sous les ordres du général Gandil. Le général Castelnau continua pendant plusieurs années de présider les destinées de l'établissement en qualité d'inspecteur général.

Le 5 février 1878, il fut fait grand-croix de la Légion d'honneur puis termina sa carrière comme président de la commission de réorganisation des services de santé en campagne.



Tombeau au cimetière du Centre de Mont-de-Marsan

Le général Castelnau mourut à Paris le 1^{er} novembre 1890 et fut inhumé à Mont-de-Marsan.

L'étude de son dossier militaire montre qu'il n'avait avancé dans l'armée que par son seul mérite et pour avoir conquis l'estime et l'affection de ses chefs.

Ses papiers furent conservés par son neveu, le lieutenant-colonel d'artillerie Henri Castelnau, tué à l'ennemi le 24 août 1914 ; la veuve de ce dernier permettra à Georges Girard, historien militaire, de les consulter en vue d'une biographie qui paraîtra en 1930.

Sources de cette biographie :

- ✓ <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54082004/f262.item.r=castelnau.zoom>
- ✓ « La vie et les souvenirs du Général Castelnau » de Georges Girard, édition de 1930 de la collection historique chez Calmann-Lévy.
- ✓ Bulletin de la Société de Borda Dax Landes 1964 N° 314 et 315.
- ✓ Wikipedia
- ✓ Archives familiales.

Le Commandement du renseignement (COM RENS)



Créé le 1^{er} juillet 2016 dans le cadre du plan de réorganisation de l'armée de Terre « *Au contact* », le COM RENS a succédé à la brigade de renseignement.

Situé à Strasbourg, il encadre dix unités et 4 500 hommes, essentiellement basés en Alsace.

Sa mission est de collecter le renseignement militaire utile aux états-majors sur les théâtres d'opérations.

Le saint-patron du renseignement est Saint-Raphaël. La mascotte « grand-duc » a probablement été choisie pour ses capacités de vision nocturne.

Cri : « *Par Saint-Raphaël, vive le Renseignement !* »

Par le CDT (rc) Alain Broquet

Unités actuellement rattachées :

Unité	Abré- viation	Localisation	Missions
2 ^e régiment de hussards	2 ^e RH	Haguenau	Régiment blindé de recherche du renseignement issu du régiment de cavalerie Chamborant hussards créé en 1735
44 ^e régiment de transmissions	44 ^e RT	Mutzig	Régiment de guerre électronique. Il participe à l'acquisition de renseignement d'origine électromagnétique
54 ^e régiment de transmissions	54 ^e RT	Haguenau	Composante « Guerre électronique de théâtre » du commandement du renseignement
61 ^e régiment d'artillerie	61 ^e RA	Chaumont	Régiment de drones de l'Armée de terre depuis 1999
28 ^e groupe géographique	28 ^e GG	Haguenau	Unité spécialisée dans la topographie et la cartographie
785 ^e compagnie de guerre électronique	785 ^e CGE	Saint-Jacques-de-la-Lande	Assure une veille technologique dans le domaine des télécommunications
Centre d'enseignement et d'entraînement du renseignement de l'Armée de terre	CEERAT	Saumur	En charge de l'enseignement et de l'entraînement
Centre interarmées des actions sur l'environnement	CIAE	Lyon	Unité dédiée à la coopération civilo-militaire et aux opérations militaires d'influence (PSYOPS)
Centre du renseignement terre	CRT	Strasbourg	Abrite notamment le COM RENS à Strasbourg
Centre de formation initiale des militaires du rang du renseignement /151 ^e régiment d'infanterie	CFIM Rens/ 151 ^e RI	Verdun-Thierville	Chargé de la formation initiale des engagés volontaires des régiments du COM RENS



Par les CDT (rc) Nathalie Berland et Alain Broquet

Spécial Renseignement



Vous souhaitez parler comme un vrai « Rens » ? Alors, voici pour vous le « **Dictionnaire du renseignement** », ouvrage collectif chez Perrin. 17€. Disponible [ici](#).

« **De la cité au rang des officiers** » : autobiographie du **CNE Mehdi Tayeb**, 2^e RH, et avec elle une plongée dans une carrière qui peut sembler atypique : gosse des cités, né dans un contexte familial compliqué, au bord du précipice de la délinquance, Mehdi découvre l'armée grâce au service militaire. Trouvant sa voie, il gravit les marches, sous-officier puis officier OAEA. Spécialiste du renseignement, il reste forcément discret sur les opérations récentes, mais livre quand même un témoignage rare, sur les Hussards notamment. Déployé 3 fois au Kosovo et en Afghanistan (la première fois comme militaire du rang, la seconde comme sous-officier, la troisième comme officier !), 2 fois au Mali, mais aussi en RCI et Bosnie (infiltration épique qui aurait pu tourner au drame...), son parcours est brillant et sans jeu de mot (?) : *il mérite d'être 'cité' en exemple*. Autoédité, 9,98€, disponible [ici](#).



« **Secret défense : Histoire du renseignement militaire français** » de **Constantin Pârvulesco**. La guerre de l'ombre a souvent joué, au cours de notre histoire, un rôle aussi prépondérant que discret : du code secret de César durant la guerre des Gaules à la bataille du Chiffre de la fin du XIX^e siècle, en passant par la guerre d'Indépendance américaine ou encore les grandes intrigues de la Fronde. Plus de secret pour vous (enfin, presque...) avec ce livre illustré, ses documents inédits et ses anecdotes nombreuses et précises sur les services du renseignement militaire français. Chez ETAI, 33€. Un peu ancien (2007) mais toujours disponible [ici](#).

Et pour ceux qui en redemandent : **Histoire du renseignement et de l'espionnage**, en trois tomes et 1500 pages, de l'Antiquité à l'affaire Dreyfus (on peut imaginer la parution prochaine d'un 4^{ème} tome sur le XX^e siècle). Collectif sous la direction d'Eric Denécé. 29,50€, aux éditions Ellipses, disponible [ici](#).



Chancellerie

L'intégration au sein de la réserve citoyenne est toujours un moment important pour la personne rejoignant les rangs de la RC-T. Il en est de même pour le renouvellement de l'agrément du réserviste citoyen.

La cérémonie d'intégration ou de renouvellement, à laquelle le gouverneur militaire de Paris est très attaché, prouve combien cet étape est fondatrice pour le réserviste.

Le moment consacré à la Chancellerie lors de nos conférences hebdomadaires chez le GMP ne permet pas aux impétrants de se présenter, par manque de temps.

Aussi, votre comité éditorial a-t-il décidé de proposer aux personnes concernées de se présenter brièvement sur le blog de la RC-T : <http://www.reserve-citoyenne-paris.org/> ; belle occasion de créer du lien entre chacun d'entre nous.

Le 8 février, deux nouvelles personnes ont rejoint nos rangs : Laurence Chavatte-Huarté et Jérôme Drocourt. Vous trouverez leur portrait page suivante.

Agréments initiaux du 14 mars 2022

DMD 75

- ✓ **Monsieur Thibault MILLARD de MONTRION** en tant que lieutenant-colonel Ad honores
- ✓ **Monsieur MONTEL François** en tant que commandant Ad honores
- ✓ **Madame Nathalie MUSINE** en tant que lieutenant Ad honores
- ✓ **Monsieur René UDOL** en tant que commandant Ad honores
- ✓ **Monsieur Sébastien PLANCHE** en tant que lieutenant Ad honores
- ✓ **Madame Cherifa DIFELLAH épouse PLACIDET** en tant que lieutenant Ad honores
- ✓ **Madame Hélène VILATE-COMBEL** en tant que lieutenant-colonel Ad honores
- ✓ **Monsieur Romain APPERCEL** en tant que lieutenant-colonel Ad honores



DMD 77

- ✓ **Monsieur Laurent LECLERC** en tant que commandant Ad honores

DMD 92

- ✓ **Monsieur Jonathan SELBY** en tant que lieutenant-colonel Ad honores



La question du mois : dans quel lieu trouve-t-on cet aigle et sur quel objet est-il fixé ?
Un cadeau aux 5 premières bonnes réponses (ad.honores.idf@gmail.com)

**Laurence
Chavatte-Huarter***Renforcer le lien
MEDEF-Armée***Jérôme
Drocourt***Le protocole de la
Mairie de Paris au
service du GMP*

Mère comblée de quatre enfants, étudiants pour certains, jeunes actifs pour d'autres, ma vie est guidée par des valeurs de partage, d'engagement et d'honnêteté -tant sur le plan personnel que professionnel.

Diplômée d'une école de commerce, j'intègre le Mouvement des entreprises de France en 1997 au sein du Comité Liaison Défense (CLD) où j'occupe actuellement le poste de chargée de mission.

Le CLD a pour objectif de renforcer et de dynamiser, par des actions concrètes, le lien entre le monde militaire et celui de l'entreprise. Mes missions sont variées et tendent vers un seul objectif : une coopération gagnant-gagnant. Pour y parvenir, nous mettons en place des groupes de travail thématiques portant sur la reconversion, l'insertion des blessés et des jeunes, la réserve militaire, l'achat public, l'économie et l'investissement de défense (la reconstruction post-conflit par exemple) et l'innovation. Ces missions sont au cœur du solide partenariat établi aujourd'hui entre le ministère des Armées et le Mouvement des entreprises de France.

J'apprécie l'évolution de ce comité, l'importance des actions mises en place et développées par celui-ci, permettant la réalisation de projets professionnels et humains pragmatiques.

Soucieuse du bien-être des enfants, je suis également engagée à titre bénévole depuis cinq ans au sein de l'association VMEH (Visite des malades dans les établissements hospitaliers) et rends visite aux enfants malades du service cardiologie de l'hôpital Necker à Paris. Je souhaite ainsi apporter un soutien moral aux enfants et aux parents, à travers lectures, jeux, sourires et conversations.

Le 8 février 2022, le Général Christophe ABAD m'a fait l'honneur de me recevoir au sein de la Réserve Citoyenne au grade de Commandant Ad Honores. Le gouverneur militaire de Paris peut compter sur mon total investissement afin de contribuer à renforcer le lien entre l'armée de Terre et la société civile.

Après avoir mené des études de gestion, avec le statut de sportif de haut niveau dans le Basketball, j'ai effectué mon service militaire en unité opérationnelle au sein de l'armée de l'Air. J'ai ensuite intégré les services du protocole de la Ville de Paris en qualité de chargé de mission, auprès de M. Jacques Chirac, alors maire de Paris.

Attaché principal des administrations parisiennes, j'occupe aujourd'hui un poste de chef de projets au sein du Département du Protocole rattaché à la Direction de l'Information et de la Communication de la ville de Paris.

Ma mission consiste à organiser des manifestations à l'Hôtel de Ville, dans les bâtiments municipaux et sur la voie publique, mais aussi à préparer l'accueil de personnalités et d'hôtes, français et étrangers, du Maire de la capitale.

Je gère ainsi près de 150 manifestations par an, depuis la plus simple à la plus protocolaire – comme, par exemple, la visite d'un chef d'État à l'Hôtel de Ville.

Mes fonctions m'amènent à être en contact direct avec l'ensemble des élus de la Capitale et principalement son maire –j'en ai côtoyé 4 depuis ma prise de fonction ! Je collabore également avec les différents cabinets et l'ensemble des directions administratives et techniques de la ville. J'apprécie le grand professionnalisme de l'ensemble des personnels rencontrés quotidiennement --qui représentent un extraordinaire panel de métiers très différents mais essentiels à la réussite des manifestations dont j'ai la charge.

Depuis plusieurs années, j'ai la chance de gérer des dossiers complexes en matière protocolaire dans des domaines d'activités passionnants (accueil de chefs d'État, cérémonies commémoratives, événements sportifs...). Les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 seront en ce sens des moments importants auxquels je prendrai part.